



**Consultation publique n°2022-02 du 24 février 2022 relative aux modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel**

**Contribution commune de Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne (TE 47)  
et Territoire d'Énergie Gers (TE 32)**

Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne (TE 47) est Autorité Organisatrice de la Distribution Publique de Gaz (AODG) pour les 126 communes lui ayant transféré leur compétence gaz.

Depuis 2016, TE 47 a - au travers son Schéma Directeur Gaz - identifié le biogaz comme un axe majeur de développement du territoire : produire une énergie locale et renouvelable qui se substitue aux énergies fossiles.

Le biométhane émet 10 fois moins de gaz à effet de serre que le gaz naturel (23 gCO<sub>2</sub>eq /kWh contre 227 gCO<sub>2</sub>eq /kWh) et permet d'atteindre les objectifs fixés par la loi de transition énergétique :

- augmenter la part d'énergie renouvelable dans les consommations d'énergies (32% d'EnR en 2030)
- réduire les émissions de GES (- 40% d'émissions de GES en 2030 par rapport à 1990)
- accroître la proportion de carburant d'origine renouvelable à 15% dans les transports en 2030

Le biométhane est une énergie renouvelable et locale que TE 47 souhaite développer afin de dynamiser l'économie locale et répondre aux enjeux des politiques énergétiques.

L'objectif de TE 47 est d'atteindre 100% de gaz vert dans les réseaux publics en Lot-et-Garonne d'ici 2050.

Pour ce faire, TE 47 mène depuis 2019, une politique forte, d'émergence de méthaniseurs à dominante agricole, en finançant l'intégralité des études de faisabilité et l'accompagnement à la concertation, prérequis au développement de ces sites d'injection de biométhane.

Territoire d'Énergie GERS (TE 32) est Autorité Organisatrice de la Distribution Publique de Gaz (AODG) pour les 461 communes lui ayant transféré leur compétence gaz.

TE 32 a lancé une grande étude sur la totalité du Gers pour évaluer le gisement mobilisable dans le cadre d'un développement de la méthanisation en adéquation avec les aspirations du territoire.

Aujourd'hui, il décline le résultat de ce travail auprès des acteurs potentiels de la méthanisation pour faire émerger une filière gersoise. Afin d'atteindre l'objectif fixé dans la trajectoire REPOS du conseil régional d'Occitanie, cheffe de file de la transition énergétique du territoire avec les autres syndicats d'énergie de la région.

Pour ce faire, TE 32 mène depuis 2019, une politique forte, d'émergence de méthaniseurs à dominante agricole, en accompagnant la filière agricole du département en partenariat avec la chambre d'agriculture du Gers.

#### Question 1 :

**Etes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de réseaux ?**

En préambule, il est important de préciser qu'il est entendu pour TE 47 et TE 32 que le périmètre de l'évolution du dispositif de participations des tiers est bien circonscrit aux zonages de raccordement pour lesquels le ratio I/V est supérieur à 4700 Nm<sup>3</sup>/h, impliquant une participation de tiers.

TE 32 et TE 47 sont favorables à un dispositif dynamique d'évolution du I/V dans le cas de zonage sur lequel le dit I/V est supérieur à 4 700 Nm<sup>3</sup>/h lorsque le mécanisme global participe à une meilleure prise en compte des différents éléments du calcul afin de permettre de favoriser les projets locaux sur le territoire et sous certaines conditions.

Pour TE 47 et TE 32, les conditions nécessaires à cette évolution du dispositif sont les suivantes :

- **Nécessité d'une transparence des éléments constitutifs du calcul I/V de la zone**

Ces éléments constitutifs sont les suivants :

- évolution des volumes et des projets identifiés,
- actualisation des investissements au fur et à mesure des mises à jour,
- détail des investissements nécessaires,
- phasage envisagé pour les investissements
- jalons d'avancement des projets.

Nous proposons en la matière qu'un Comité de suivi par zonage soit constitué et se réunisse très régulièrement afin de porter à la connaissance de tous (AODG, collectivités, porteurs de projets et gestionnaires) les différentes évolutions de la zone. En effet, chaque projet est dépendant de l'avancée des autres projets de la zone et peut avoir une incidence financière. Il serait souhaitable que les gestionnaires de réseaux lors de ces comités de suivi présentent le plan d'investissement validé par la CRE.

*Par exemple, sur le département du Gers et celui du Lot-et-Garonne, un zonage Condom/Nérac a été validé par la CRE. Ce zonage dont le I/V est supérieur à 4700 Nm<sup>3</sup>/h présente un potentiel*

*de volumes projets en cours et volumes diffus. Les AODG (dont TE 32 et TE 47) et les collectivités (Communauté de Communes de la Ténarèze et Albret Communauté) se mobilisent fortement pour faire émerger de nouveaux projets sur la zone afin d'atteindre le volume requis et faire ainsi passer le I/V sous le seuil des 4700 Nm<sup>3</sup>/h. Sans ce pilotage collectif, associant les gestionnaires de réseaux, presque en temps réel des évolutions de la zone (volume, investissement et participation, planning), des projets de méthanisation peuvent ne pas aboutir.*

- **Besoin d'une stabilité du dispositif.**

Le « Droit à l'injection » consacré par la Loi Egalim<sup>1</sup> et précisé au décret du 28 juin 2019<sup>2</sup>, prévoit la définition d'un zonage de raccordement des installations de production de biogaz à un réseau de gaz naturel, révisable tous les 2 ans. Les AODG et collectivités, travaillent à l'émergence de projets de production de biogaz sur ce zonage et pour cette période de 2 ans sachant que les niveaux d'investissements maximum ont été fixés, et un I/V calculé en fonction des volumes à date identifiés.

Il est important que les porteurs de projets auxquels une réponse va être apportée quant à leur étude de raccordement, puissent ne pas être inquiétés sur des évolutions futures de la zone qui pourraient la rendre moins favorable et in fine leur occasionner une demande de participation financière. Ce point est à étudier particulièrement notamment lors de la question de la mise à jour du zonage.

*Par exemple, est-ce qu'un porteur de projet situé dans une zone I/V <4700 Nm<sup>3</sup>/h donc pour lequel aucune contribution de tiers n'est demandée, peut se voir demander plusieurs mois après une contribution, si la zone sur laquelle il se trouve bascule en I/V défavorable après actualisation de celle-ci et du fait de volumes non réalisés ou retranchés du volume probabilisé (atteinte du jalon D8 par les projets) ?*

- **Ne pas complexifier le système et la mise en œuvre du I/V, sécuriser et donner de la visibilité aux porteurs de projets.**

La dynamique du calcul I/V proposé par la CRE implique que les volumes évoluent également en fonction des avancées projet. Or TE 47 et TE 32 alertent la CRE sur la suppression des volumes de biométhane produits par les unités mises en service dans le calcul du I/V. Il en va de l'égalité de traitement et d'accès des usagers au réseaux publics de gaz.

---

<sup>1</sup> Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (article 94)

<sup>2</sup> Décret n° 2019-665 du 28 juin 2019 relatif aux renforcements des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel nécessaires pour permettre l'injection du biogaz produit

Exemple d'une zone avec un I/V < 4 700 €

- Volume probabilisé sur la zone estimé à 1 000 Nm<sup>3</sup>/h
- Programme d'investissement estimé à 4,5 M€
- Un ratio I/V < 4700 €/Nm<sup>3</sup>/h

Des projets sont en développement sur cette zone :

- Un premier méthaniseur à 150 Nm<sup>3</sup>/h en D4
- Un deuxième méthaniseur à 150 Nm<sup>3</sup>/h en D2

Les études détaillées remises par les gestionnaires de réseaux valident les raccordements de ces deux projets, sans mention de participation tiers.

En produisant la capacité maximale d'accueil de la zone, le premier méthaniseur ne déclenchera pas les investissements réseaux.

Lors de l'actualisation de la zone, le volume du premier méthaniseur mis en service sera retranché du calcul I/V (jalon D8), et le I/V évoluera défavorablement pour dépasser le seuil des 4 700 €.

**Dans ce contexte, le deuxième méthaniseur sera soumis à contribution des tiers, alors que le projet de raccordement avait été précédemment validé sans contribution de tiers.**

Le retrait des volumes de projet ayant saturé la zone crée une instabilité du I/V alors même que le programme d'investissement global reste inchangé. **Il en va également de l'équité des projets quant à leur accès au réseau de la zone.**

Pour ce faire, **TE 32 et TE 47 proposent que l'intégralité des volumes de la zone (y compris ceux correspondant à un méthaniseur qui injecte et qui est à l'origine d'investissement ou de saturation de la zone) soient pris en compte dans le calcul global du I/V.**

- **Nécessité de clarifier la somme forfaitaire de 200 000€ susceptible d'être demandée à des tiers pour réalisation de l'étude de rebours.**

Si un rebours est nécessaire, la CRE précise qu'une étude préalable d'un montant de 200 000€ sera requise. TE 47 et TE 32 s'interrogent sur le contenu de cette étude de rebours, les livrables qui seraient fournis, ainsi que sur le calendrier auquel une telle étude est soumise. Cela signifie-t'il :

- que l'issue d'une telle étude puisse être défavorable à l'implantation d'un rebours ?

ou bien

- que les investissements nécessaires soient supérieurs à ceux prévus dans le plan d'investissement ?

Dans ce cas, quel serait l'impact sur la zone, son évolution, les investissements et le financement du tiers à ladite étude ?

- **Envisager les conditions de remboursement des participations tiers.**

Cette question pourrait notamment se poser dans le cas d'une participation à une étude de rebours.

- **Besoin de tracer les origines de financement tiers**

Ceci doit être réalisé tant au niveau des Etats comptables et financiers du gestionnaire de réseau de distribution que les AODG sont amenées à contrôler de façon annuelle, que dans les états comptables des gestionnaires de réseau de transport, les ouvrages créés étant des biens publics financés par des tiers.

- **Préciser la méthodologie, et le calendrier de mise à jour des zonages au bout de 2 ans.**

Sur nos départements du 32 et 47, le zonage devra être mis à jour d'ici décembre 2022.

- Quel est le délai de réalisation ?
- Quel est le délai de validation de la CRE ?
- Qu'en est-il des projets qui solliciteraient une étude détaillée dans l'intervalle de validation du nouveau schéma ? Ce point est d'autant plus important que nous travaillons ardemment sur notre zonage à diminuer le I/V afin de passer en zonage favorable (ie < 4700 Nm<sup>3</sup>/h).
- Le périmètre du zonage pourrait-il également évoluer ?

En conclusion, TE 32 et TE 47 en tant qu'AODG souhaitent pouvoir continuer d'accompagner les projets de développement de biogaz et contribuer à la bonne gestion et à l'aménagement efficient des réseaux publics sur leur territoire.

Si le côté dynamique du calcul des I/V permet de coller au mieux à la réalité du terrain et des zones, nous souhaitons éviter le risque qu'une zone se trouve en difficulté avec un I/V qui évolue défavorablement lorsque les V sont retirés du calcul. C'est le cas des méthaniseurs qui arrivent au jalon D8, qui injectent et qui du coup sortent du calcul I/V alors même que leurs volumes ont été pris en compte pour les investissements réseau. Ce sont les projets à venir qui contribueraient au financement des infrastructures, avec le risque financier que supporteraient ces projets et le manque d'équité sur un territoire.

**Ceci irait à l'encontre de la logique territoriale mise en place sur nos départements où nous travaillons à faire émerger, de façon simultanée et en commun, des projets qui permettraient d'atteindre l'objectif de développement des V, et ainsi des I/V < 4700 Nm<sup>3</sup>/h, et de permettre à tous les projets de la zone de bénéficier des investissements sur les réseaux.**